



**HAL**  
open science

## “ L’urbanité comme patrimoine de la ville ”

Michel Rautenberg

► **To cite this version:**

Michel Rautenberg. “ L’urbanité comme patrimoine de la ville ”. Diogenes (Engl. ed.), 2015, Placing Urban Anthropology (I. Pardo, G.B. Prato and W. Kaltenbacher eds), 2015 special issue. halshs-01620793

**HAL Id: halshs-01620793**

**<https://shs.hal.science/halshs-01620793>**

Submitted on 8 Sep 2018

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Michel Rautenberg, Université Jean Monnet Saint-Etienne, Centre Max Weber

### **L'urbanité comme patrimoine de la ville.**

L'urbanité a été un thème important de l'anthropologie urbaine dans les années 1970, avec la relecture des travaux de Louis Wirth (Pardo & Prato, 2013). Elle est convoquée, par exemple, pour avancer que la ville est une institution singulière, opposée à la campagne. La ville, lieu par excellence de la diversité, de l'ouverture sur le monde, des dissidences culturelles et des sous-cultures, est aussi le lieu « d'intenses productions culturelles » dans lequel les « flux de signification » venus de l'extérieur viennent s'agréger dans ce que Hannerz nomme un « maelstrom inclusif » (Hannerz, 2010, p 249). L'urbanité est l'une des choses qui fait que la ville n'est pas un simple espace densément bâti, organisé et habité, mais bien un lieu (a « *place* ») « qui prend une signification particulière pour ses résidents, donnant du sens à la question « qui sommes nous ? » (Pardo & Prato, 2013, p 13). L'urbanité, c'est ce qui fait qu'une ville est une ville, et pas une campagne, pas vraiment non plus une banlieue, une cité pavillonnaire ou une périphérie urbaine. Sans forcément le dire explicitement, la plupart des auteurs, qu'ils soient anthropologues, architectes, artistes ou écrivains, situent plutôt la notion d'urbanité dans les villes centres et ce qui fait leur singularité. En fait, plus qu'une qualité propre à la ville, elle apparaît plutôt comme un trait d'union, un lien dynamique entre des espaces publics, des fonctions urbaines, une certaine ambiance faite d'anonymat entre les passants et d'attachement à des lieux, des formes complexes de mobilité, des sociabilités, un art de vivre, une éthique du bien commun dans les espaces publics (Pichon et alli, 2014).

L'urbanité est donc liée à une certaine conception de la ville, concrète et relationnelle, qui n'est ni nouvelle, ni propre aux anthropologues. Elle était celle des trois grandes figures intellectuelles du début du 20<sup>ème</sup> siècle que sont le sociologue Georg Simmel, le philosophe Walter Benjamin et le critique Siegfried Kracauer. Ils proposaient de comprendre la ville moderne comme un lieu marqué par la discontinuité des expériences, par le capitalisme, par la profusion des signes et par la marchandisation (*commodification*) (Frisby, 1986). Selon Frisby, il s'agissait pour eux de travailler sur la localisation des expériences, sur l'immédiateté des relations sociales, sur les sensations qui naissent du citadin qu'on croise dans la rue autant que du spectacle urbain. Mais aussi de travailler sur notre imagination du passé et nos manières de négocier ces images inscrites en nous – ce que Maurice Halbwachs, contemporain parisien de Benjamin, nommait, à la même époque, la mémoire collective – afin de nous approprier la matérialité de la ville. Ainsi l'urbanité désigne aussi ce caractère spécifiquement urbain de l'homme vivant dans une ville. Elle associe étroitement des modes de vie, des savoirs, des savoir faire et des savoir être, à un lieu particulier auquel on est attaché par nos souvenirs. Et même si elle trouve racine loin dans l'histoire antique, elle semble souvent associée à la modernité européenne et occidentale.

Pourtant cette notion d'urbanité semble ne plus aller de soi. Certains anthropologues évoquent ses limites, en particulier pour comprendre les villes non occidentales dans lesquelles on voit plutôt des juxtapositions de territoires et de modes de vie différents, les citadins interagissant surtout entre personnes originaires des mêmes villages ou des mêmes communautés plutôt que dans le cadre spatial et social de la ville, pouvant privilégier le maintien des liens avec leurs villages d'origine (Perry, in Pardo & Prato, 2012)<sup>1</sup>. Que ce soit en Europe ou ailleurs dans le monde, la notion de ville semble se diluer parfois dans des espaces urbanisés difficiles à définir. Il existe de plus en plus d'espaces au bâti

---

<sup>1</sup> Position à relativiser si l'on suit Hannerz (2010), qui prend l'exemple de Calcutta, en plus de Vienne et San Francisco, pour évoquer les dimensions culturelles des villes.

dense, reliant une ville à une autre, dont on a pourtant du mal à cerner les fonctions urbaines, où la vie n'est guère différente de ce qu'elle est dans une multitude de bourgs où les urbains viennent aussi se loger. N'assiste-t-on pas à la « fin des villes » annoncée depuis plus de trois décennies (Chombart de Lawe, 1982) ? Dans un court texte publié en 2005, Saskia Sassen s'interrogeait sur le terme "urbanité" lui-même : L'urbanité serait un mot trop connoté par les conceptions occidentales du cosmopolitisme et une conception éthique de l'espace public. Elle proposait de le remplacer par « citadinité » ("*Cityness*"), afin de "détecter les urbanités qui peuvent être constituées de différentes manières"<sup>2</sup> (p2) et de rendre compte de certaines métropoles où l'urbanité perd sa signification partagée entre les communautés qui y cohabitent.

Cela ne signifie pourtant pas que l'urbanité ait disparu. Elle reste un concept utile pour comprendre les villes occidentales, pour dire qu'elles se définissent par les manières qu'ont les hommes de s'approprier leurs espaces, par les dispositifs sociaux que créent leurs habitants et leurs visiteurs, par les pratiques et les représentations de ces derniers. L'urbanité est une manière de faire société qui est sans cesse réinterrogée par les mutations de la ville, un savoir-vivre, un "travail de la société urbaine sur elle-même" pour reprendre les termes d'Isaac Joseph (1984)<sup>3</sup>. Mais on sent bien que sa généralisation pose problème. Nous devons la repenser à la lumière des transformations récentes que connaissent toutes les villes du monde. L'urbanité peut désigner un ensemble de qualités spécifiques du citoyen, ou être un trait d'union singulier entre des hommes et des lieux qu'on appelle ville, elle peut exprimer l'idéal d'un citoyen un peu abstrait, ou qualifier la biographie d'une personne vivant dans des villes chargées d'histoire. Mais il est devenu difficile d'affirmer qu'elle englobe - si tant est qu'elle ne l'ait jamais fait- l'ensemble des modes de vie qu'on observe dans les espaces urbains, de plus en plus nombreux et variés, où l'on ne peut plus vraiment reconnaître l'existence d'un "centre-ville" qui serait son lieu d'expression par excellence. Cependant, la notion d'urbanité continue à être âprement défendue, tant par certains chercheurs que par les pouvoirs locaux et les professionnels<sup>4</sup>. Comment comprendre cet intérêt renouvelé qui lui est porté ? Sans prétendre faire ici l'épistémologie de la notion, ni proposer un tour d'horizon contemporain de ses usages qui reste probablement à écrire, nous proposons l'hypothèse suivante : l'urbanité relèverait désormais autant de la représentation patrimoniale et mémorielle de la ville, que de pratiques ou de modes de vie<sup>5</sup>. Pour illustrer notre propos, nous reprendrons – en le résumant excessivement- l'exemple de la ville de Saint-Etienne<sup>6</sup>, sur laquelle plusieurs ouvrages ont été publiés très récemment<sup>7</sup> avec le souci de mettre à la disposition du public des recherches à l'origine produites au sein d'un cercle académique plus étroit.

---

<sup>2</sup> C'est nous qui traduisons

<sup>3</sup> Cité par Catherine Forêt, 2010, p. 2

<sup>4</sup> Voir par exemple la revue *dy Grand Lyon*, Millénaire 3 (2010), qui tente cette synthèse

<sup>5</sup> Nous avons proposé cette hypothèse une première fois en 2012, nous appuyant sur la mise en mémoire de la culture ouvrière à Saint-Etienne autour d'un festival de musique rock (Rautenberg, 2012).

<sup>6</sup> Quatorzième ville française, 6<sup>ème</sup> agglomération du pays, Saint-Etienne est située à 55 kilomètres au sud-ouest de Lyon.

<sup>7</sup> Parmi une demi-douzaine d'ouvrages, nous en citerons ici trois : Gauthier (2013), Juan et alii, (2014), Pichon et alii, 2014)

## « Saint-Etienne, un patrimoine invisible ? »<sup>8</sup>

Ville emblématique de la première révolution industrielle en France, qui sut associer le charbon, la métallurgie – d’abord autour des armes, puis du cycle- et le textile, Saint-Etienne reste l’une des rares villes françaises dont la part de population ouvrière est encore significative, par exemple dans la mécanique et les textiles techniques. Elle connut également de grandes entreprises commerciales, Casino – la dernière des très grandes entreprises stéphanoises encore active- et Manufrance<sup>9</sup> qui fut la première grande entreprise nationale de vente par correspondance. Sur cette base historique, deux musées municipaux ont vu le jour. Le Musée d’art et d’industrie, créé en 1889, et le musée de la mine ouvert en 1991 sous les auspices d’anciens ingénieurs des Houillères réunis en association. Il faut aussi évoquer la filiation revendiquée entre cette histoire industrielle et la Cité du Design, ouverte en 2009, institution culturelle d’envergure nationale à l’interface des arts industriels, des interventions sur l’espace public et du monde de l’entreprise

Comme de nombreuses autres villes Saint-Etienne, dont les « panaches de fumée qui s’échapp(ai)ent des cheminées se transform(ai)ent en gerbes de flammes » (Vachon, in Collectif, 2013, p 93) qui impressionnaient tant les voyageurs du XIX<sup>ème</sup> siècle, rappelant « l’antre des cyclopes » (id) ou plus prosaïquement l’anglaise Manchester, semble hésiter aujourd’hui dans sa fabrique patrimoniale. La ville est prise entre des pratiques institutionnelles et politiques qui semblent réserver cette histoire et l’imaginaire qui l’accompagne à des lieux consacrés en les inscrivant dans une certaine mythologie locale, quitte à les revisiter au gré des besoin du moment ; et une mémoire sociale, un engagement patrimonial et une pratique foisonnante des traces du passé industriel qui débordent largement l’histoire et les lieux patrimoniaux institutionnels. Tout se passe comme si se multipliaient d’autres patrimoines que ceux incarnés dans les musées, d’autres paysages urbains que ceux consacrés par les visites touristiques, d’autres mémoires et d’autres histoires que celles qu’on raconte dans les discours officiels. Prenons deux exemples. Les anciens mineurs marocains et surtout algériens, qui furent majoritaires au fond des galeries dès les années 1950, hésitent moins à prendre la parole devant l’ethnologue. Certains accompagnent leurs familles au musée de la mine, souvent pour la première fois, à l’occasion de l’inauguration d’une exposition ou de la restitution du livre qui leur est consacré<sup>10</sup>, alors qu’ils sont singulièrement invisibles dans l’exposition permanente du musée. C’est qu’ils ont dorénavant conscience d’avoir participé à l’histoire sociale et syndicale de la ville (Gauthier, 2013, p 166), qu’ils se souviennent volontiers des cafés du « quartier arabe » dans lesquels ils se retrouvaient pour écouter de la musique, jouer aux cartes et rencontrer des compatriotes. Ils revendiquent aujourd’hui les liens étroits qui unissent leur Kabylie natale et la ville de Saint-Etienne et en défendent la mémoire. Mais surtout, si les souvenirs du travail à la mine ou de la difficulté de l’éloignement familial transparaissent bien, ce qui ressort surtout des témoignages est leur découverte de la ville, leur participation à la vie sociale stéphanoise et leur désir de partager ces souvenirs.

Second exemple, la démolition, en 2011, de la tour Plein Ciel, dans le quartier de Montreynaud où fut édifié au début des années 1970 le dernier grand ensemble d’habitat social de la ville. L’événement fut documenté par l’ethnologue Anna Juan et partiellement repris dans un petit ouvrage publié par la ville de Saint-Etienne. Le foudroyage de la tour fut l’occasion d’un grand moment de partage et de débat

---

<sup>8</sup> Titre repris d’un numéro de la revue *l’Archéologie industrielle en France* (2012).

<sup>9</sup> Nom commercial de la Manufacture d’armes et de cycles de Saint-Etienne

<sup>10</sup> Recherche conduite par l’anthropologue Catherine Gauthier qui donna lieu à une exposition temporaire en 2012 et à un gros ouvrage publié par le musée de la mine (2013)

entre les Stéphanois. La grande majorité des habitants du quartier votèrent à 72% pour la démolition d'un bâtiment dont la rumeur disait qu'il s'enfonçait chaque jour de quelques millimètres dans le sol ; cependant des militants de la mémoire, des enseignants de l'école d'architecture et d'autres Stéphanois voulaient empêcher la démolition, voyant dans la tour le symbole des projets urbains de l'époque, une particularité architecturale unique en France (la tour était surmontée d'un château d'eau), un signal de la ville, « un phare » signifiant à chaque voyageur qu'il arrivait à Saint-Etienne (Juan & ali, 2014). Quelques milliers de personnes assistèrent à la démolition, postées en divers points de la ville, appareils photos, enregistreurs, Smartphones ou caméra à la main<sup>11</sup>. Diverses positions s'affrontèrent : pour les uns la tour méritait la protection au titre des monuments historiques et le ministre de la culture avait été interpellé pour la sauver de la démolition ; pour d'autres elle représentait le dernier avatar d'un urbanisme fonctionnaliste jugé responsable du « mal des banlieues » ; certains y étaient attachés car elle était un emblème de la ville dans leur quartier et à ce titre elle contribuait à le rapprocher de l'ensemble de la ville ; d'autres la voyaient comme le symbole des problèmes sociaux et urbains de la ZUP<sup>12</sup>. Ce qui est notable et que traduisent ces positions, c'est que les enjeux autour de cette démolition se sont situés d'emblée au niveau du patrimoine et de la mémoire collective<sup>13</sup>. Une mémoire stéphanoise de l'architecture moderne qui donna naissance à une publication grand public vendue chez les marchands de journaux.

Ces édifices, ces paysages urbains ou ces pratiques urbaines qui sont valorisés ou dont la mémoire est simplement défendue, ont ceci de singulier qu'ils soulignent des cadres de vie qui furent souvent méprisés dans les décennies passées, des ambiances et des lieux de vie qui rappellent des éléments souvent minorés de l'identité et de la société locale. L'enjeu est cependant ambigu : la mobilisation contre la démolition de la tour Plein Ciel s'est faite au nom de sa singularité architecturale, de sa fonction iconique dans le paysage urbain, au nom des « humbles », mais elle fut surtout le fait de personnes qui n'habitaient pas le quartier.

Ces formes de transmission mémorielle et de patrimonialisation que nous pourrions qualifier de « faibles »<sup>14</sup> restent intimement liées au territoire stéphanois et à des formes locales de communication. Cependant, dans un contexte marqué par la marchandisation potentielle de tout ou presque ce qui fait la singularité des peuples et des communautés, où toute production symbolique, individuelle ou collective, peut acquérir une valeur économique, ce qui fait le « propre » d'un groupe social peut devenir rapidement marchandise : si, à Saint-Etienne, la mémoire de l'immigration exposée au musée ou les ballades urbaines organisées par le service ville d'art et d'histoire de la ville qui intègrent désormais le quartier de Montreynaud restent clairement non marchandes, on a vu

---

<sup>11</sup> Dont certains à la demande de la chercheuse

<sup>12</sup> Zone d'Urbanisation Prioritaire

<sup>13</sup> Nous continuerons ici à distinguer entre patrimoine et mémoire collective, voyant dans le patrimoine un ensemble de formes stabilisées de transmission culturelle généralement incarnées dans des objets ; et dans la mémoire un ensemble de formes de transmission essentiellement portées par l'échange verbal. Position qui ne se confond pas avec celle défendue par l'Unesco

<sup>14</sup> Nous les qualifions de faibles pour les distinguer des formes institutionnalisées et à vocation pérenne qui lient le patrimoine à la protection, en général par voie réglementaire, dans les musées ou au titre de monument (historique, national...)

apparaître récemment un vendeur de T shirt à la gloire du parler « gaga<sup>15</sup> » et des stéréotypes de la ville<sup>16</sup>. Patrimoine et mémoire collective peuvent être pris en sandwich entre d'une part les processus d'homogénéisation culturelle qui se sont accélérés depuis une trentaine d'années avec l'essor considérable des flux de signification et des échanges culturels qui leurs sont associés (Hannerz, 2010), et ni le patrimoine minier, ni l'architecture contemporaine stéphanoise n'échappent à ce courant ; et d'autre part les expressions de plus en plus fortes et marquées des différences culturelles et du localisme, affichées pour se défendre contre la globalisation et ce que David Harvey désignait comme le resserrement de l'espace temps (1990). Ainsi, patrimoine culturel et mémoire collective se trouvent dans la position ambiguë de pouvoir nourrir le marché mondialisé via le tourisme, le folklore ou la consommation de l'exotisme, et d'être dans le même temps des instruments de résistance contre le néo-capitalisme ; d'abonder différentes formes d'universalité (économique, culturelle, juridique) tout en favorisant la préservation de formes d'exceptionnalité (Labadi, Long, 2010, p.11 et suiv). A Saint-Etienne, la marchandisation du patrimoine n'en est pas là, le contexte local ne s'y prêtant pas vraiment, et nous avons évoqué ailleurs comment la mémoire ouvrière pouvait servir les revendications anticapitalistes (Rautenberg, 2012). Mais ailleurs, par exemple dans la voisine lyonnaise, l'architecte Tony Garnier, pionnier du fonctionnalisme, et les fameux canuts, héros du mouvement ouvrier et de l'anarcho-syndicalisme, sont des ressources majeures de la patrimonialisation d'une ville inscrite en 1998 sur la liste des villes du patrimoine mondial. Toutes les villes n'entretiennent pas le même rapport à leur passé, même quand elles paraissent particulièrement engagée dans des démarches de patrimonialisation.

### **Transformation des villes, complexité des patrimoines et des mémoires**

Quand on regarde d'un peu près, on voit que cette complexité des patrimoines et des mémoires attachés à rendre compte de la diversité des sociétés urbaines n'est pas récente. Elle s'inscrit même au cœur de l'urbanité moderne. La mémoire collective urbaine était déjà centrale dans la sociologie de Maurice Halbwachs, lui permettant d'ouvrir cette dernière sur la matérialité de la ville. Il évitait ainsi le piège de la réification de la mémoire dans laquelle bien des travaux plus récents sont tombés (Gensburger, 2011). Entre politiques publiques et pratiques habitantes, entre imagination et appropriation, la ville est en effet un "territoire palimpseste" (Corboz, 2009) où s'accumulent les strates d'activité, les histoires vécues, les politiques publiques d'aménagement, les conflits et les destructions. Elle est l'espace de la mobilité, le lieu du mouvement, du croisement. Elle est le lieu par excellence de la Culture (Hannerz, 2010) et des cultures (désignées alors plutôt, dans la tradition de Chicago, sous le terme de communautés).

Le début des années 1990 marque un tournant concomitant dans les études urbaines et dans les études sur la mémoire et le patrimoine. Selon le géographe Ash Amin et l'urbaniste Stephen Graham (1997), le principal enjeu de cette période est l'insistance qui est mise sur la notion de diversité. Ils remarquaient que les études urbaines étaient en plein essor, faisant suite à la vogue de l'urbain dans les pays occidentaux. Écrivains, sociologues, géographes, philosophes redécouvraient les villes, mettant l'accent sur leurs singularités. Ils se sont alors opposés aux auteurs qui prédisaient l'émergence d'une urbanité plus ou moins uniforme à travers le monde (Amin & Graham, 1997, p. 412). Les règles étaient devenues plus volatiles (Thrift, 1994) dans un monde devenu globalisé, largement réorganisé

---

<sup>15</sup> Le patois local

<sup>16</sup> beausseigne.com etc..

autour d'espaces de flux qui conduisent aux principales villes, les mégapoles (Castells, 1989) ; pourtant la diversité de la ville continuait de s'exprimer à travers ses paysages vernaculaires (Krase, 2012), les images que nous en avons (Robins, 1996), d'âpres luttes pour l'appropriation des biens et du commerce local (Zukin, 1995).

Dans cette riche épistémologie de la ville, les études urbaines s'organisaient autour de trois grandes questions qui ne sont pas sans rapport avec le patrimoine : la redécouverte du centre urbain, le rôle des villes dans le développement économique, les débats sur les «villes créatives» (Amin & Graham, 1997, p. 413). Cependant, Amin et Graham considèrent que ces approches ne reflètent pas la variété des villes et leur diversité interne. Elles restent trop collées à la grande idéologie de l'époque qui mettait l'accent sur le rôle de l'économie comme moteur principal de la croissance des centres urbains (Castells, 1989). Ces approches peuvent avoir une réelle pertinence pour expliquer comment les nouvelles formes urbaines ont à voir avec l'économie financière, la créativité numérique ou l'industrie des médias ; cependant ce serait une erreur de les étendre à toutes les villes, et à l'ensemble des quartiers d'une ville. La ville, en effet, se définit par «la coprésence de multiples espaces, de multiples temporalités et de multiples réseaux de relations, liant entre eux les lieux, les idées et les savoirs dans les réseaux globalisés du changement économique, social et culturel»<sup>17</sup> (Krase, 2012, p. 418, citant Dematteis, 1988). Il faut ajouter, avec Michel Agier (1999), que les villes, ce sont aussi les favelas, les townships et les banlieues, tous les lieux qu'il nomme les « ban-lieues », des endroits qui ne sont pas vraiment régis par les autorités du centre-ville, où les gens vivent dans un certain dénuement, mais où ils inventent aussi avec d'autres règles la vie de tous les jours. Il faut se garder de l'illusion de l'unification de la ville par la consommation (Zukin, 1995), comme le font souvent les politiques urbaines. La ville reste un lieu de différenciation et de discriminations cachées, même si tous les habitants sont devenus des consommateurs. Cette diversité est à la base de la dynamique sociale et culturelle des villes, elle s'accompagne de diverses formes de temporalité et de mémoires collectives. La préserver peut favoriser l'émergence d'autres formes de coopération pratique entre politique publique et autodétermination des citoyens.

A la même époque, le patrimoine et la mémoire collective sont devenus des enjeux politiques et sociaux importants. En 2002, on inventoriait, pour la France, 196 actions mémorielles et patrimoniales qui avaient été prises en charge à partir de 1976 par les autorités locales et nationales dans le cadre des divers dispositifs mis en œuvre au sein des politiques de la ville (Debost, 2005). Les questions mémorielles ont surtout concerné l'immigration, même si on trouve ça et là, dès les années 1970 des travaux importants d'historiens et de sociologues portant sur les mémoires ouvrières. Une date clé est 1996, avec la diffusion du film de Yamina Benguigui, "Mémoires d'immigrés", documentaire sur l'immigration algérienne en France qui s'appuyait sur des témoignages de migrants. Souvent présenté dans des cinémas de quartier et les centres sociaux, il fut l'occasion de nombreux débats. On assista par la suite à une inflation d'études sur le sujet où ethnographes, travailleurs sociaux et artistes étaient impliqués. La plupart de ces actions se proposaient de renforcer les liens sociaux locaux et d'exposer l'histoire des migrants qui était alors largement méconnue. On demandait aux artistes et parfois aux ethnographes de se transformer plus ou moins en travailleurs sociaux en s'impliquant dans des projets qui visaient à « redynamiser les liens sociaux ». Malgré cet intérêt pour le local, on restait pourtant dans le jacobinisme typique des politiques urbaines françaises (Donzelot, 2006). Ces actions ne devaient pas mettre l'accent sur le sentiment d'appartenance communautaire ou contribuer à valoriser des identités collectives alternatives. La mémoire urbaine était devenue un « nouveau sujet de l'action publique» (Foret, 2005), un « mot magique» qui ouvrait les portes des subventions de l'Etat et des collectivités territoriales, d'autant plus que les minorités urbaines étaient souvent considérées comme issues de la tradition (Raulin, 2009). Après quelques années de relatif désintérêt, les années 2010 connaissent, en France, un renouveau tout à fait important des travaux sur la mémoire collective et le patrimoine. C'est en particulier le cas pour les migrants, à la suite de *l'Année du dialogue interculturel* de l'Unesco, en 2008. Un Groupement d'Intérêt Scientifique, le GIS *Institutions patrimoniales et*

---

<sup>17</sup> C'est nous qui traduisons

*pratiques interculturelles*<sup>18</sup>, largement ouvert au monde associatif et culturel, fut créé en 2010 sous les auspices du ministère de la culture<sup>19</sup>. L'enjeu principal des actions conduites dans ce cadre est de favoriser une meilleure reconnaissance de la mémoire des migrants et de leur patrimoine social dans l'espace public, de créer des « passerelles » et des « zones d'intérêt et d'identité communes plutôt que la mise en exergue des différences (...) » (de Ville, 2013, p. 62). Le jacobinisme reste le cadre idéologique et politique de ces politiques scientifiques et culturelles.

Si l'on résume, on peut dire que le contexte urbain apparu depuis les années 1990 a conduit ces travaux à se structurer autour de deux grandes problématiques, l'une plutôt patrimoniale, l'autre plutôt mémorielle, qui rejoignent ce qui a été dit plus haut du double mouvement de globalisation et de différenciation. D'une part, les travaux qui associent les pratiques d'appropriation sociale du passé à la gentrification des centres villes, à la rénovation urbaine, à ce qu'on nomme les "quartiers créatifs": le patrimoine apparaît ici comme un élément de qualification urbaine. D'autre part, beaucoup d'études ont porté sur la mémoire sociale des quartiers populaires, souvent peuplés de nombreux immigrés, le recueil de leurs mémoires étant censé favoriser le respect de la diversité culturelle et l'équilibre social des territoires. Pourtant, les deux problématiques ont en commun de répondre aux processus plus généraux des transformations urbaines : mouvement à la hausse du prix du foncier, financiarisation du capitalisme et évolution démographique des villes pouvant conduire à des tensions sociales (Harvey, 1990 ; Thrift, 2005) favorisent autant la patrimonialisation des villes destinée à la rente foncière que la « valorisation » de la mémoire du patrimoine des habitants des quartiers paupérisés. Patrimoine et mémoire sont désormais largement inscrits dans l'agenda des élus et deviennent des instruments des politiques publiques, même si les cadres nationaux peuvent connaître des différences (Rautenberg, 2012).

Ce serait cependant une erreur de rapporter toutes les actions patrimoniales et mémorielles au cadre des politiques publiques. Elles traduisent souvent un intérêt grandissant pour la mémoire et l'histoire des lieux de vie et de travail qui est pris en charge par les acteurs eux-mêmes (Smith, Schakel & Campbell, 2011), vérifiant une hypothèse déjà ancienne de l'historien britannique Raphael Samuel (1994). Celui-ci considérait que la valorisation culturelle et sociale de la mémoire collective était la manière qu'ont les gens ordinaires de produire leur histoire, qu'il s'agissait de leviers qu'utilisaient des groupes sociaux dont le patrimoine était généralement dénié, pour prendre place dans le récit collectif. Il ne s'agit pas ainsi d'une simple « extension » du patrimoine mais de réponses à des enjeux politiques et sociaux plus profonds qui font écho aux transformations des démocraties et au souci d'égalité qui les anime (Rosanvallon, 2011). Il doit être relié au mouvement général de complexification des sociétés urbaines où les groupes sociaux revendiquent de participer différemment à la sphère publique. L'exemple stéphanois nous montre que, dans le domaine du patrimoine et de la mémoire, mobilisation sociale et institutions publiques se complètent plus qu'elles ne s'opposent. Nous ne sommes pas dans une binarité entre une patrimonialisation imposée d'en haut s'opposant à des processus émergents « de la base », mais dans des alliances, des complémentarités, des bricolages de l'action patrimoniale dont la compréhension tient à la prise en compte du contexte local<sup>20</sup>.

## **Conclusion : l'urbanité revendiquée**

Malgré ses aléas, l'urbanité garde toute sa place dans nos imaginaires. Elle est aujourd'hui âprement défendue aussi bien par les hommes politiques, les urbanistes et les spécialistes des sciences sociales, que par des acteurs non institutionnels, voire alternatifs de la ville. Pour tous il s'agit de dire qu'elle

---

18 <http://www.ipapic.eu/presentation/historique/>

19 <http://www.ipapic.eu/axes-de-travail/le-prisme-interculturel/>

<sup>20</sup> Soulignons que dans les deux cas présentés, l'initiative de la recherche est venue d'anthropologues du Centre Max Weber.

doit être quelque chose de plus que la somme des ses parties agrégées. Du point de vue des autorités publiques sa patrimonialisation, c'est à dire sa préservation via des voies réglementaires ou économiques de paysages urbains, de façades d'immeubles ou de tracés de rue, est supposée préserver les villes «traditionnelles» de leur lente désintégration et de préserver leur « identité ». Cette patrimonialisation concerne prioritairement les centres-villes, parfois des quartiers populaires possédant quelques vestiges industriels, tout en s'accompagnant parfois d'un récit reprenant la mémoire des habitants. Nous ne sommes pas loin des «villes/parcs ethniques» décrites par Jerome Krase (2012), la nostalgie ouvrière et populaire remplaçant l'ethnicité, les conflits de mémoire se substituant aux enjeux fonciers. Mais l'urbanité est aussi revendiquée comme un héritage que les artistes, les chercheurs, les militants ou de simples habitants s'attachent à faire revivre le temps d'un spectacle, de la présentation d'une œuvre ou d'un débat public. Ces deux postures se complètent plus qu'elles ne s'opposent : c'est la sauvegarde de l'urbanité, qu'elle soit celle d'une identité de façade ou celle des pratiques habitantes, qui est visée. Monuments, façades, vestiges industriels, plaques commémoratives, jardins ouvriers, ne se suffisent plus à eux-mêmes : ils trouvent leurs sens dans des pratiques commémoratives, dans des récits, dans toute une imagerie pour dire autre chose que l'esthétique patrimoniale de la gentrification et de la touristification. Au-delà de l'économie et du foncier, ce que dit la patrimonialisation de l'urbanité c'est la remémoration nostalgique des anciennes "formes de vie urbaine" qu'évoquait Georg Simmel. Ce que nous cherchons à préserver, ce sont les valeurs de la ville plus que les villes elles-mêmes, c'est un « temps de l'autre » urbain<sup>21</sup> qui n'est plus vraiment là mais dont nous avons à cœur de prolonger le souvenir.

Agier, M., 1999, *L'invention de la ville. Banlieues, townships, invasions et favelas*, Éditions des Archives contemporaines.

Amin A. & Graham S., 1997, "The ordinary city". *Transactions of the Institute of British Geographers* 1997, 22(4), p. 411-429.

*L'archéologie industrielle en France*, 2012, 61, « Saint-Etienne, un patrimoine invisible ? », CILAC.

Castells, M., 1989, *The informational city: information technology, economic restructuring and the urban-regional process*, Blackwell.

Chombart de Lauwe, P.H., 1982, *La fin des villes: mythe ou réalité ?* éd. Calmann-Lévy  
Collectif, 2013, *Saint-Etienne, regards d'écrivains ! Du XVIII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle, de la ville verte à la ville noire*, Saint-Etienne, Gérard-Michel Thermeau

Corboz, A. (Textes choisis et assemblés par Lucie K. Morisset), 2009, *De la ville au patrimoine urbain. Histoires de forme et de sens*, Presses de l'Université du Québec.

Debost, J. M., 2005, "Les actions « mémoire/histoire. Commentaires sur ce paysage de l'action socioculturelle", in André Bruston, (coord. par) *Des cultures et des villes*.

*Mémoires au futur*, L'Aube p. 41-54

Dematteis, G., 1988, "The weak metropolis" in Mazza L. ed. *World cities and the future of the metropolis*, Milan, Electra.

Donzelot, J., 2006, *Quand la ville se défait : quelle politique face à la crise des banlieues ?*, Éditions du Seuil.

Fabian, J., 2006, *Le temps et les autres. Comment l'anthropologie construit son objet*, Toulouse, Anacharsis.

Forêt, C., 2005, « Mémoires citadines : un nouvel objet d'action publique », in André Bruston, (coord. par) *Des cultures et des villes. Mémoires au futur*, L'Aube p.25-40

Forêt, C., 2010, « Urbanité : une manière de faire société mise à l'épreuve par la fragmentation urbaine », *Millénaire 3*, Lyon, Direction Prospective du Grand Lyon.

---

21 Expression empruntée à Johannes Fabian pour qualifier les liens entre l'ethnologue et son terrain

- Frisby, D., 1995, *Fragments of Modernity: Theories of Modernity in the Work of Simmel, Kracauer, and Benjamin*, MIT Press.
- Gauthier, C., 2013, *D'ici et de là-bas. Timezrit/Saint-Etienne, mémoires de mineurs*, Saint-Etienne, Puits Couriot Parc-Musée de la Mine.
- Gensburger, S., 2011, « Réflexion sur l'institutionnalisation récente des *memory studies* », rubrique Chroniques de la Recherche, *Revue de Synthèse*, tome 132, 6e série, n° 3, p. 411-433.
- Halbwachs, M., 1967, *La mémoire collective*, PUF.
- Hannerz, U., 2010, *La complexité culturelle. Etudes de l'organisation sociale de la signification*, Grenoble, A la croisée.
- Harvey, D., 1990, *The Condition of Postmodernity : an enquiry into the origins of cultural change*, Oxford [England] ; Cambridge, Mass., USA : Blackwell.
- Juan Cantavella, A., Kaddour, R., Sanquer, C., 2014, *Les Tours, symboles de ville*, ville de Saint-Etienne.
- Kraze, J., 2012, *Seeing Cities Change. Local Culture and Class*. Ashgate
- Labadi, S. & Long, C (eds.), 2010, *Heritage and Globalisation*, Routledge
- Pardo, I., et Prato, G., 2013, "Urban Anthropology", *Urbanities*, Vol. 3 • No 2 • November.
- Pichon, P., Herbert, F. Perdrix, A. (eds), 2014, *Atlas des espaces publics. Saint-Etienne, une ville laboratoire*, Publications de l'université de Saint-Etienne
- Parry, J., 2012, "Comparative Reflections on Fieldwork in Urban India: A Personal Account" in Pardo & Prato, *Anthropology in the City. Methodology and Theory*, Ashgate, p 29-52.
- Raulin, A., 2009, « Minorités urbaines: des mutations conceptuelles en anthropologie », *Revue internationale des migrations européennes*, p. 33-51.
- Rautenberg, M., 2012, « Industrial heritage, regeneration of cities and public policies in the 1990s: elements of a French/British comparison », *International Journal of Heritage Studies*, vol. 18, n° 5, p. 513-525.
- Rautenberg, M., Tardy, C., 2013, « Patrimoines culturel et naturel : analyse des patrimonialisations, *Culture et musées, hors série, La muséologie, 20 ans de recherches*.
- Robins, K., 1996, *Into the image: culture and politics in the field of vision*, Routledge.
- Rosanvallon, P., 2011, *La Société des égaux*, Seuil.
- Samuel, R., 1994, *Theatres of Memory: Past and present in contemporary culture*, Verso
- Sassen, S., 2005, "Cityness in the Urban Age", *Urban Age Bulletin*, 2, Autumn, [http://downloads.lsecities.net/0\\_downloads/archive/Saskia\\_Sassen\\_2005-Cityness\\_In\\_The\\_Urban\\_Age-Bulletin2.pdf](http://downloads.lsecities.net/0_downloads/archive/Saskia_Sassen_2005-Cityness_In_The_Urban_Age-Bulletin2.pdf)
- Smith, L., Shackel, P., Campbell, G., 2012, *Heritage, Labour and the Working Classes*, Routledge.
- Thrift, N., 1994, "On the social and cultural determinants of international financial centres: the case of the City of London" in Corbridge, S., Martin, R., and Thrift, N., eds, *Money, power and space*, Blackwell, p.327-55.
- Thrift, N., 2005, *Knowing Capitalism*, SAGE Publications.
- Millénaire 3*, 2010, « Urbanité: une manière de faire société. » Communauté urbaine de Lyon.
- Ville (de), S., 2013, « Culture et démocratie : le pari de la réciprocité culturelle à Bruxelles », *Culture et recherche n°128, "L'interculturel en actes"* (printemps-été), p. 62-63.
- Zukin, S., 1995, *The culture of cities*, Blackwell.